

Distribution: Restreinte
Original: Anglais

EB 98/65/R.30
Point 9 c)
de l'ordre du jour

28 octobre 1998
Français



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-cinquième session
Rome, 2 - 3 décembre 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR UN PROJET DE
DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE
EN FAVEUR DE
**L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE (FAO)**
POUR
**LE PROJET PILOTE SOUS-RÉGIONAL DE STAGES PRATIQUES POUR
LES AGRICULTEURS AU KENYA, EN RÉPUBLIQUE-UNIE
DE TANZANIE ET EN OUGANDA**



TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	ii
PREMIÈRE PARTIE - CONTEXTE	1
DEUXIÈME PARTIE - RAISON D'ÊTRE	2
TROISIÈME PARTIE - LE PROJET PROPOSÉ	3
QUATRIÈME PARTIE - RÉSULTATS ESCOMPTÉS/AVANTAGES ESCOMPTÉS	4
CINQUIÈME PARTIE - DISPOSITIONS RELATIVES À LA MISE EN OEUVRE	5
SIXIÈME PARTIE - COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROJET	5
SEPTIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	6
 APPENDICES	
I. UNDERLYING CONCEPTS OF FAO'S FARMER-FIELD SCHOOL APPROACH (CONCEPTS RÉGISSANT L'APPROCHE ADOPTÉE PAR LA FAO POUR LES STAGES PRATIQUES)	1
II. THE GLOBAL IPM FACILITY PROJECT (FONDS MONDIAL POUR LA PROTECTION INTÉGRÉE)	3
III. IFAD TA GRANT COSTS (VENTILATION DES COÛTS FINANCIÉS PAR LE DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE DU FIDA)	4

SIGLES ET ACRONYMES

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SPA	Stage pratique pour les agriculteurs

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR UN PROJET DE
DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN FAVEUR DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE (FAO)
POUR
LE PROJET PILOTE SOUS-RÉGIONAL DE STAGES PRATIQUES POUR
LES AGRICULTEURS AU KENYA, EN RÉPUBLIQUE-UNIE
DE TANZANIE ET EN OUGANDA**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique en faveur de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour le projet pilote sous-régional de stages pratiques pour les agriculteurs au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda, d'un montant de 1,02 million de USD pour une période de trois ans.

PREMIÈRE PARTIE - CONTEXTE

1. Au cours des deux dernières décennies, d'importantes sommes ont été investies en Afrique en faveur du développement des technologies agricoles et des systèmes de dissémination: la Banque mondiale aurait investi à elle seule près de 6 milliards de USD dans la recherche et les projets de vulgarisation mis en œuvre dans le monde entier entre 1976 et 1996¹. Le FIDA a apporté son soutien à la vulgarisation dans la plupart de ses projets de développement agricole et d'aménagement de l'espace rural. En cette période de restrictions budgétaires et de suspension des services de soutien à l'agriculture par les gouvernements, les agriculteurs sont contraints de prendre de plus en plus de décisions au niveau des exploitations.

2. Étant donné l'immense diversité des systèmes d'exploitation et des écosystèmes locaux en Afrique, les modèles de vulgarisation qui se fondent sur la recherche traditionnelle pour formuler des "messages" normatifs n'aident guère les agriculteurs à s'ouvrir à l'économie de marché. Tandis que par le passé, les anciennes méthodes de transfert de technologies agricoles étaient fondées sur des messages gouvernementaux type axés sur l'utilisation des semences, les variétés bonifiées, les quantités de fertilisant et la lutte contre les ravageurs, les agriculteurs doivent désormais être des **spécialistes capables** de prendre des décisions techniques avisées en fonction de leurs ressources. Les agriculteurs doivent aussi savoir formuler clairement leurs besoins en matière de recherche et décider pour quels services privés opter.

3. Les **stages pratiques pour les agriculteurs** (SPA) ont été créés par la FAO dans les années 80 afin d'aider les cultivateurs de riz indonésiens à faire face à de graves invasions de parasites, les prédateurs naturels des flugoridés ayant été anéantis par l'utilisation de pesticides. Les premiers SPA ont été organisés en 1989 au titre d'un projet pilote de la FAO visant à former les agriculteurs aux techniques de protection intégrée pour éliminer les flugoridés. Les connaissances qu'ils ont acquises

¹ Purcell, D; and Anderson, J; Agricultural Extension and Research; Achievements and Problems in National Systems, World Bank, 1997.



dans le domaine de l'agro-écologie et de l'infestation par les parasites leur ont permis d'abandonner la méthode de pulvérisation classique et de prendre des décisions avisées en matière de technologie des cultures. On a alors observé un accroissement du rendement, une chute des coûts de production et une atténuation des effets nocifs des pesticides sur l'environnement et la santé. L'approche adoptée dans les SPA s'est progressivement orientée sur les techniques d'apprentissage et d'organisation afin d'aider les agriculteurs à envisager la lutte contre les ravageurs sous un autre angle, dans le but de créer un environnement favorable aux cultures. Ces dix dernières années, divers programmes interpays de la FAO ont permis à bon nombre de pays asiatiques producteurs de riz d'adapter l'approche à leurs besoins; en Inde, les SPA se sont étendus aux cultures légumières, au maïs, au coton, à l'arachide et aux cultures arbustives.

DEUXIÈME PARTIE - RAISON D'ÊTRE

4. En Afrique subsaharienne, la modernisation de l'agriculture dépendra de la capacité des agriculteurs à devenir autosuffisants et à prendre des décisions pour eux-mêmes dans le cadre de la libéralisation du secteur agricole et du retrait du soutien apporté par le secteur public aux zones rurales. Ils devront pouvoir exprimer clairement leurs besoins et trouver des solutions correspondant à leurs propres exigences tant dans les programmes de recherche nationaux qu'auprès des opérateurs du secteur privé. L'approche des SPA **ne consiste pas** à enseigner aux agriculteurs des technologies mises au point hors contexte, mais s'inspire des résultats de la recherche pour parvenir à des solutions au niveau des exploitations. Les SPA enseignent une méthode d'investigation permettant aux agriculteurs d'analyser leurs pratiques de production et de trouver des solutions spécifiques à leurs problèmes. Cette approche a été élaborée sur des méthodes d'enseignement utilisées dans les campagnes d'alphabétisation des adultes et de sensibilisation aux soins de santé primaires au niveau des villages, méthodes reposant sur l'expérimentation sur le terrain, sur des débats et sur des prises de décision².

5. L'approche des SPA a été très fructueuse en Asie s'agissant de diverses cultures: elle a renforcé et/ou remplacé les méthodes de vulgarisation traditionnelle. En Afrique, des activités pilotes préliminaires centrées sur le riz ont été lancées en 1994 au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Mali, et ont été bien accueillies par les agriculteurs. Sur la base de travaux préliminaires effectués dans les pays producteurs de riz de l'Afrique de l'Ouest, l'objectif du don proposé est de mettre à l'épreuve l'approche des SPA et de déterminer si les exploitants sont prêts à l'adopter et si elle peut être adaptée à d'autres combinaisons de cultures (horticulture, système maïs-haricots et coton) dans le cadre du système d'agriculture paysanne mis en œuvre dans la sous-région de l'Afrique de l'Est.

6. Le don proposé par le FIDA devrait permettre d'étendre l'expérimentation et le perfectionnement des méthodes de vulgarisation des SPA aux régions où des activités de vulgarisation financées par le FIDA sont en cours, et de tester les moyens de vulgarisation en vue de l'élaboration future de projets. Si le don a pour objectif principal de former des agriculteurs, il se concentrera aussi sur la recherche ciblée sur l'action en procédant à l'expérimentation de technologies appliquées au niveau des agriculteurs. Le don d'assistance technique appuiera la stratégie du FIDA consistant à promouvoir la recherche thématique sur le terrain en faveur des bénéficiaires ainsi que les activités de développement dans la région. Les premiers résultats obtenus au Ghana montrent que les agricultrices de ce pays sont particulièrement satisfaites des connaissances qu'elles ont acquises en participant à des SPA. Le don d'assistance technique proposé appuiera en

² Voir appendice I.



outre la stratégie du FIDA consistant à prendre en compte les spécificités de chaque sexe ainsi que la stratégie pour l'adaptation et la dissémination des technologies, alors que bon nombre de pays d'Afrique connaissent des difficultés financières et que les tentatives antérieures de vulgarisation ont été peu fructueuses.

TROISIÈME PARTIE - LE PROJET PROPOSÉ

7. L'objectif principal du projet est d'accroître la capacité des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé à répondre aux besoins en matière de connaissances et d'accès à l'information des agriculteurs disposant de peu de ressources afin qu'ils puissent perfectionner leurs systèmes de production. Donner aux petits paysans marginalisés les moyens de mieux comprendre les facteurs d'efficience agricole et en les sensibilisant aux techniques axées sur l'amélioration contribuera dans une large mesure à réduire l'insécurité alimentaire et à accroître la durabilité de l'utilisation des sols. Les objectifs spécifiques du projet consisteront à: a) améliorer les systèmes de vulgarisation afin d'offrir aux agriculteurs une formation mieux adaptée aux ressources et aux conditions locales; b) établir un réseau permettant aux pays d'Afrique d'échanger leurs expériences en matière de SPA; et c) fournir des informations sur la reproduction possible des SPA et sur leur efficacité en tant que nouvelle option viable de vulgarisation destinée aux groupes cibles du FIDA.

8. **Zone du projet.** Le don a pour but de financer les activités pilotes de SPA entreprises dans le cadre de trois projets du FIDA mis en œuvre au Kenya, dans la République-Unie de Tanzanie et en Ouganda. Les zones pilotes ont été choisies sur les critères suivants: a) importance de certaines cultures dans le système d'agriculture paysanne; b) nécessité d'établir des mécanismes susceptibles d'assurer l'interface entre les petits exploitants et les quelques activités de vulgarisation en cours; c) mise à l'épreuve des SPA dans le domaine du transfert de technologies agricoles au titre de l'approche décentralisée basée sur les districts utilisée actuellement dans les pays d'Afrique de l'Est; et d) liens potentiels avec les activités de vulgarisation des projets en cours du FIDA. Le choix s'est porté sur les districts de Busia au Kenya, de Mbinga (région de Ruvuma) dans la République-Unie de Tanzanie et de Soroti en Ouganda. Chaque district a organisé des activités distinctes; elles traduisent l'appui apporté par le gouvernement et les ONG aux thèmes des SPA, et ont pour but d'éviter qu'elles fassent double emploi et d'assurer la complémentarité avec d'autres projets. Ces activités sont résumées ci-dessous.

9. **Ateliers nationaux de planification et d'évaluation.** Avant le début de chaque campagne agricole, un atelier de planification sera organisé en vue de définir précisément le contenu technique et la portée des activités de terrain. Participeront à cet atelier des responsables de la vulgarisation au niveau des districts, des animateurs et des moniteurs. À la fin de chaque campagne agricole, un atelier d'évaluation sera organisé afin de prendre note des progrès réalisés, d'identifier les problèmes graves rencontrés lors de la mise en œuvre des activités, et d'assurer une formation de recyclage. Des représentants d'autres programmes et projets convaincus de l'utilité des SPA ou d'approches similaires en matière de formation des agriculteurs seront en outre invités à prendre part à cet atelier. Les ateliers se réuniront pendant cinq jours, totalisant en moyenne 25 participants.

10. **Formation des moniteurs.** Puisque au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, les moniteurs des SPA ont déjà reçu leur formation, des activités de terrain pourront bientôt être lancées dans ces pays. En Ouganda, 25 membres d'organismes nationaux de recherche agricole, de services de vulgarisation de district et d'ONG présentes dans le district de Soroti recevront une formation en internat (de 110 jours, au moment de la campagne agricole). De ce fait, la formation des agriculteurs sur le terrain ne commencera pas, dans ce pays, avant la deuxième année du projet.



11. Stages pratiques pour les agriculteurs. Chaque moniteur qualifié mènera par an quatre SPA, de 25 participants chacun. Après avoir consulté le personnel de vulgarisation du district à l'occasion d'ateliers de planification, les moniteurs choisiront le site qui accueillera les stages, en donnant la priorité aux régions particulièrement pauvres et aux groupements agricoles comptant de nombreuses femmes parmi leurs membres. Dans leur choix, les animateurs veilleront à ce que les différents systèmes d'exploitation soient représentés, favoriseront les sites susceptibles d'être améliorés et tiendront compte de l'intérêt qu'auront manifesté les agriculteurs pour le stage. Les SPA auront pour but de donner aux agriculteurs les moyens d'appliquer les techniques existantes ou, si besoin est, de les adapter aux particularités de leurs systèmes d'exploitation. Pour renforcer le processus d'adaptation au niveau des exploitations, ils privilégieront une approche participative. Environ 465 stages seront organisés sur la durée de mise en œuvre du projet, ce qui devrait permettre à 12 100 agriculteurs des trois pays concernés de suivre la formation. Le coût de chaque SPA - achat du matériel agricole, des machines, journée sur le terrain et transport compris - s'élèvera à 1 000 USD.

12. SPA animés par des agriculteurs qualifiés. À la fin de leur formation, les stagiaires seront tous encouragés à partager leur expérience avec les agriculteurs de leur communauté en organisant à leur tour un stage. Pour cela, ils toucheront une petite rémunération et seront aidés de temps à autres par le moniteur. S'ils le préfèrent, ils pourront lancer des projets action-recherche avec l'aide d'un institut de recherche, d'une université ou d'une ONG de leur région. Pour développer ce type d'activités au niveau de la communauté ou du district, il serait utile que les membres des SPA se rendent des visites réciproques. Trois cents USD seront alloués à chaque SPA de ce type, sans pour autant que l'affectation de cette somme ne soit détaillée, pour ouvrir de cette façon la voie à l'innovation et à l'initiative locales. On estime qu'environ 325 SPA animés par des agriculteurs rempliront les conditions d'obtention de l'assistance du projet, et que 8 600 agriculteurs en bénéficieront.

13. Coordination et évaluation au niveau régional. Un coordinateur régional provenant d'un des trois pays sera recruté. Il lui incombera de diriger les programmes nationaux, de coordonner l'action interpays, d'effectuer le suivi de l'ensemble du projet, de faire état de son avancement, d'encourager la mise en réseau régionale et d'organiser des réunions régionales annuelles destinées à planifier les activités et à évaluer les progrès enregistrés au cours de l'année. Ces réunions auront pour objectif principal de comparer les méthodes de vulgarisation adoptées dans chacun des pays avec celles des SPA d'Afrique subsaharienne, et de déterminer si elles sont transposables à d'autres pays. Le système de suivi et d'évaluation à assise participative des SPA permettra d'obtenir des données d'ordre économique et social (budgets alloués aux différentes cultures, contributions de la communauté, dépenses). À la fin du projet, un organisme indépendant sera chargé d'évaluer l'impact des activités pilotes entreprises sur le terrain. Le FIDA comparera quant à lui les méthodes choisies par les SPA de la région avec les options de vulgarisation traditionnelles afin d'évaluer la rentabilité des SPA et le niveau de connaissances qu'ils permettent d'atteindre. Cette analyse comparera les taux de participation des femmes aux SPA et aux systèmes de vulgarisation traditionnels et évaluera leur participation à des activités de recherche ciblées sur l'action. Les données collectées permettront de déterminer l'efficacité du modèle SPA en termes de partage de connaissances entre agriculteurs, s'agissant notamment des exploitants disposant de peu de ressources.

QUATRIÈME PARTIE - RÉSULTATS ESCOMPTÉS/AVANTAGES ESCOMPTÉS

14. On estime que le don aura les résultats suivants: a) il permettra de faire apparaître, grâce à des études, la durabilité des SPA, leur rentabilité, et la possibilité de transposer leurs méthodes à d'autres pays, ce qui fera la preuve de l'intérêt qu'ils présentent par rapport aux systèmes de vulgarisation traditionnels; b) plus de 20 000 exploitants disposant de peu de ressources auront suivi des SPA et des SPA animés par des agriculteurs qualifiés dans la sous-région; c) le service de vulgarisation de

chacun des trois pays aura développé les moyens de conduire environ 180 SPA par an; et d) des SPA axés avant tout sur la recherche-action auront été expérimentés en tant que moyens de vulgarisation destinés aux groupes cibles du FIDA, dont les femmes.

CINQUIÈME PARTIE - DISPOSITIONS RELATIVES À LA MISE EN OEUVRE

15. La FAO aura l'entièvre responsabilité de mettre en œuvre et d'administrer le don d'assistance technique (soumission du programme de travail et du budget annuel, supervision, état d'avancement et dépenses), tandis que le Fonds mondial pour la protection intégrée sera responsable de l'exécution des activités au quotidien (appui technique et supervision des activités sur le terrain). Ce fonds a été créé en 1995 sous la forme d'un coparrainage de la FAO, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la Banque mondiale. Il est administré par la FAO, et reçoit des dons des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suisse³. Chaque pays prendra des dispositions institutionnelles indépendantes pour associer le gouvernement, les ONG, le secteur privé et les agriculteurs. La FAO sera chargée de passer des accords subsidiaires avec les institutions nationales de chaque pays bénéficiaire; les fonds du don d'assistance technique seront acheminés par l'intermédiaire du bureau du représentant de la FAO dans chacun des pays.

SIXIÈME PARTIE - COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROJET

16. **Coût et financement.** Le montant total du projet est estimé à 1,43 million de USD pour une période de trois ans. Il est proposé que le FIDA participe à son financement par un don de 1,2 million de USD et que le Fonds mondial pour la protection intégrée lui alloue 230 000 USD pour couvrir le salaire d'un jeune expert dans chacun des trois pays pendant toute la durée du don et les honoraires du consultant indépendant chargé de l'évaluation de l'impact du projet à la fin des activités. Le coût du traitement (pour une période évaluée à neuf mois) des cadres supérieurs chargés de surveiller les activités de terrain et d'organiser les ateliers de planification et d'évaluation n'a pas été chiffré. Le don du FIDA comprend une commission de service de 13% pour couvrir les frais généraux qu'engagera la FAO au titre de sa mission de supervision et d'administration⁴.

17. **Décaissement du don.** Le don fera l'objet d'un accord de fonds fiduciaire entre la FAO et le FIDA. Sur le montant total du don, la FAO sera chargée de gérer 1 159 600 de USD, et sera tenue de soumettre chaque année à l'approbation du FIDA un programme de travail et budget annuel détaillant les activités par pays. Le FIDA gérera quant à lui 40 400 USD pour comparer les méthodes de vulgarisation des SPA avec les méthodes traditionnelles. Le décaissement du don s'effectuera sous la forme d'un acompte versé chaque année pour financer à l'avance les dépenses prévues au titre du programme de travail approuvé.

³ Voir appendice II.

⁴ L'appendice III présente la ventilation des coûts du projet

SEPTIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

18. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que, dans le but de financer en partie le projet pilote sous-régional de stages pratiques pour les agriculteurs au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda pour trois ans, commençant en janvier 1999, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1,2 million de USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Fawzi H. Al-Sultan
le Président

UNDERLYING CONCEPTS OF FAO'S FARMER-FIELD SCHOOL APPROACH¹

1. The FFS concept grew out of the traditions of adult literacy education and village-level basic health care, and has been developed under a number of FAO-assisted programmes in Asian countries. The FFS offers farmers the opportunity to learn by doing, by being involved in experimentation, discussion and decision-making. The schools are not meant to teach farmers new technologies developed outside their environment, but to *empower them through education to handle their own on-farm decisions*, using experiential learning techniques developed for non-formal education purposes. The following paragraphs present some of the concepts common to FFS across many countries.

- **Adult non-formal education.** FFS assume that farmers have a wealth of experience and knowledge which can be improved by providing them with a basic understanding of the agro-ecological dynamics in their fields. This is done in a participatory way so that farmer experience is fully integrated into the programme. Dialogue guides a discovery-learning process by sharpening observation and reasoning abilities. Facilitators do not directly answer questions, for example, on insect identification, but use them to help the questioners draw on their own experience by thinking about where the insect was found and what it was doing. They may have to return to the site of discovery to confirm their observations, but eventually insects are described functionally *before* they are named. This reinforces important steps in the observation process, and, from a practical point of view, understanding the function of an insect is more important than learning its name. Had the trainer answered with the name, a vital learning process could not have taken place. FFS facilitators are much more likely to pose problems than to answer questions.
- **Technically strong facilitators.** FFS are usually initiated by government extension staff, members of farmers' organizations or NGOs. It is essential that the facilitators have direct experience in growing the crop concerned or in the cropping system to be improved. Since this is most often not the case, IPM/FFS programmes in Asia have begun by training field staff in season-long courses during which they gain "hands-on" experience with growing a crop. These have been called by some "farmer respect courses" in that field staff come to realise how difficult farming is and why farmers do not immediately "adopt" their "extension packages". Facilitation skills are also included in the training course to strengthen the educational process in the FFS. An uncertain trainer is a poor trainer: a confident trainer finds it much easier to say "I don't know.... let's find out together" when the inevitable unknown situation is encountered in the field.
- **Every learner is a potential trainer.** Training is purposefully designed to reinforce the ability of those trained to replicate the training with other farmers. Each IPM trainee is trained in the same way he or she would be expected to train others. Because of this approach to learning, farmers who volunteer to train other farmers' groups require a minimum of refresher training.
- **FFS are based on crop ecology.** FFS and season-long training of trainers follow the growth of the particular crop. Planting issues are studied during the planting stage, fertilizer issues are discussed during the high nutrient demand stages, and so on. This method allows the use of the crop as a teacher and ensures that farmers can immediately apply in practice the technique or knowledge learned. Meeting on a weekly basis means that farmers are participating in a course for a whole season which corresponds to the same 40 hours as an intensive one-week programme.

¹ Global IPM Facility Secretariat; FFS/FAO: A Group Extension Process Based on Adult Non-Formal Education methods.

APPENDIX I

- **Group study.** Most FFS are organized for groups of about 25 people. Participants usually have common interests and can support and complement each others' knowledge. Usually the participants are subdivided into groups of five persons so that all members can participate directly in field observations, analysis, discussion and presentations to other sub-groups. The small groups analyse plant and field conditions and discuss options for action to ensure the healthy growth of the crop. Each of the five groups elects a rapporteur who uses an agro-ecosystem drawing to present the group's findings to the assembled field school. After each small group has reported, the whole school comes to **consensus** on what actions need to be taken during the following week, before the next meeting. The agro-ecosystem analysis models an effective decision-making process, improves observation skills, makes use of sampling skills and increases overall analytical capacity.
- **Field-school site.** The FFS are always held in the community where farmers live so that they can easily attend weekly sessions and maintain the field-school studies. FFS participants spend the bulk of their training time in an actual field (see below) which becomes the primary source of learning.
- **Building groups.** One of the main objectives of the facilitator is to assist in the development of a group dynamic among participants of FFS so that they can receive support from one another once the FFS is over. During the season, the FFS includes group building exercises to create group trust and coherence.
- **Basic science.** FFS focus on understanding and analysing basic biological, chemical and physical processes through field observations, season-long research studies and hands-on activities. It has been found that when farmers have learned the basic scientific principles and combine these with their own experiences and needs, they make decisions that are more effective. Furthermore, when farmers acquire this basic knowledge, they are better clients for extension and research systems because they have more specific questions and demands.
- **Study fields.** An FFS has a small (usually about 1 000 m²) field for group study. This is essential because participants can carry out studies without personal risk, allowing them to take management decisions that they might not otherwise attempt in trials on their own farm. The FFS methodology assumes that no technology will necessarily work in a new location and therefore must be tested, validated and adapted locally.
- **Evaluation and certification.** All FFS include field-based pre- and post- tests for participants. Using the "ballot box" method, farmers recognize their increased field skills of observation, analysis and decision-making. This boosts their confidence and commitment to FFS and encourages high attendance rates; those who master the field skill tests are awarded graduation certificates. For many farmers, the FFS is the first opportunity which they have had for receiving official recognition of their farming skills, a point of great pride for many families.
- **Follow-up.** All FFS have at least one follow-up season, the intensity of which will depend on the motivation of the participants, time constraints of participants and facilitator and funding. Follow-up sessions could be simply a monthly support session for farmers to discuss their own problems in implementing improved farming practices or as much as the repetition of a complete FFS. The facilitator in the follow-up sessions usually plays a minor role if he/she has done a good job, more often providing some technical backstopping and stimulation of the group.

THE GLOBAL IPM FACILITY PROJECT

1. The Global IPM Facility Project was established in 1995 under the co-sponsorship of FAO, UNDP, UNEP and the World Bank and is currently supported by grants from the governments of The Netherlands, Norway and Switzerland. The Global IPM Facility Project was established in recognition that implementation of national and regional IPM programmes has proved to be complex, requiring specialized technical expertise for project design, operation and monitoring; dedicated and skilled field trainers; and analyses of policy, social and economic issues at the national and local levels. To address these issues, the Global IPM Facility Project draws upon FAO technical expertise, international experts, as well as national and local knowledge and resources.

2. The project has provided a good response to the needs of farming communities and national IPM programmes and has enhanced resource utilization by national governments and development agencies. Pilot programmes in West Africa (Côte d'Ivoire and Ghana) have begun scaling-up activities, while other introductory pilot projects are under way in Southern and Eastern Africa, particularly in Kenya, Malawi, the United Republic of Tanzania (including Zanzibar), Zambia and Zimbabwe. Activities in the focus countries covered by the IFAD TA grant will be closely linked to ongoing activities in other countries. The Global IPM Facility Project is expected to carry out the following tasks:

- (a) Create awareness and a conducive policy environment through study tours, exchange visits and briefings demonstrating the potential of IPM to farmers, technical leaders and policy-makers.
- (b) Help promote, design and facilitate funding for pilot activities to demonstrate the feasibility of a farmer-oriented approach. The project will identify and backstop skilled, experienced resource persons who can advise or guide these pilot activities.
- (c) Assist countries with successful pilot activities to move into a full-scale project phase. The emphasis will be on strengthening IPM implementation through greater participation by national and local institutions, including NGOs and farming community organizations.
- (d) Help establish, strengthen and expand national and regional IPM programmes by providing linkages to other national IPM programmes and facilitating access to relevant models, experts, research findings and studies.
- (e) Establish cooperative linkages with relevant officers, both technical and policy, within aid agencies, international agencies and NGOs and offer assistance in project identification, project proposal screening and policy development with regard to IPM.

APPENDIX III

IFAD TA GRANT COSTS

TABLE 1: TA GRANT SUMMARY COSTS

Activity	Quantities				Costs (USD)			
	PY1	PY2	PY3	Total	PY1	PY2	PY3	Total
Trainers available	25	45	45	115	-	-	-	-
Training of trainers	25	-	-	25	112 500	-	-	112 500
Planning workshops	2	3	3	8	15 000	22 500	22 500	60 000
Farmer-field schools	105	180	180	465	105 000	180 000	180 000	465 000
Farmer-to-farmer	40	105	180	325	12 000	31 500	54 000	97 500
Coordination	1	1	1	3	15 500	15 500	15 500	46 500
National workshops	3	3	3	9	55 500	55 500	55 500	166 500
Regional meetings	1	-	1	2	36 800	-	36 800	73 600
FAO service charge (13%)	-	-	-	-	-	-	-	138 000
Comparative analysis (IFAD)	-	-	1	-	-	-	40 400	40 400
Grand total					352 300	341 800	367 900	1 200 000

**TABLE 2: TA GRANT COSTS BY COUNTRY
(USD)**

Country	Activity	PY1	PY 2	PY 3	Total
Kenya	Farmer-field schools	60 000	60 000	60 000	180 000
	Farmer-to-farmer	9 000	18 000	18 000	45 000
	National workshop	18 500	18 500	18 500	55 500
	Planning workshop	7 500	7 500	7 500	22 500
	Regional meeting	36 800	-	-	36 800
Kenya total		131 800	104 000	104 000	339 800
United Republic of Tanzania	Farmer-field schools	40 000	40 000	40 000	120 000
	Farmer-to-farmer	3 000	12 000	12 000	27 000
	National workshop	18 500	18 500	18 500	55 500
	Planning workshop	7 500	7 500	7 500	22 500
	Regional meeting	-	-	36 800	36 800
	Training of trainers	-	-	-	-
	Trainers	-	-	-	-
United Republic of Tanzania total		69 000	114 800	78 000	261 800
Uganda	Farmer-field schools	5 000	80 000	80 000	165 000
	Planning workshop	0	7 500	7 500	15 000
	Training of trainers	112 500	-	-	112 500
	Trainers	-	-	-	-
Uganda total		136 000	107 500	130 000	373 500
Regional	Comparative analysis	-	-	40 400	40 400
	Coordination	15 500	15 500	15 500	46 500
	FAO service charge (13%)	-	-	-	138 000
Regional total		15 500	15 500	55 900	224 900
Grand total		352 300	341 800	367 900	1 200 000